



**ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LES NATIONS UNIES**
Aix-en-Provence

Appel à contribution

L'OBSERVATEUR DES NATIONS UNIES n° 60 (2026-1)

Le droit de la mer après trente ans d'existence du Tribunal international du droit de la mer.

1. Le 1^{er} octobre 1996, le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) est inauguré à Hambourg, marquant une étape importante dans la mise en œuvre institutionnelle du régime juridique établi par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982. Organe juridictionnel indépendant institué par l'Annexe VI de la Convention, le Tribunal est composé de 21 juges élus pour neuf ans¹. Il est compétent pour connaître des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la CNUDM, ainsi que de tout accord s'y rapportant². Depuis sa création, il offre une instance spécialisée de règlement pacifique des différends relatifs au droit de la mer.

2. En trois décennies d'activité, le Tribunal a connu une trentaine d'affaires comprenant des procédures contentieuses ou des demandes en indication de mesures conservatoires, et trois avis consultatifs³. Ces derniers ont permis de préciser la portée de certaines obligations découlant de la CNUDM, notamment en matière de diligence, de coopération internationale et de protection du milieu marin.

La rapide évolution des pratiques et l'apparition de nouvelles problématiques – exploitation des ressources génétiques marines, pressions accrues sur les écosystèmes, interactions complexes entre droit de la mer et changement climatique, multiplication des différends liés à la pêche – invitent toutefois à réfléchir à l'adaptabilité du cadre conventionnel et à l'articulation entre les différents mécanismes de règlement des différends prévus par la Convention (TIDM, Cour internationale de Justice, arbitrages).

¹ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 10 décembre 1982, Annexe VI, Statut du Tribunal international du droit de la mer, art. 2 et art. 4.

² *Ibid.*, art. 21.

³ *Responsabilités et obligations des États dans le cadre d'activités menées dans la Zone*, avis consultatif, 1er février 2011, TIDM Recueil 2011, p. 10 ; *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches*, avis consultatif, 2 avril 2015, Recueil 2015, p. 4 et *Demande d'avis consultatif soumise par la commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international*, avis consultatif du 21 mai 2024, à paraître.

3. Dans un contexte marqué par des recompositions géopolitiques, la diversification des régimes juridiques applicables aux espaces marins et l'adoption en 2023 de l'*Accord relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale* (accord BBNJ), la place du TIDM dans la gouvernance des océans fait l'objet de discussions renouvelées.

Les préoccupations environnementales, les attentes croissantes en matière de durabilité et les revendications de certains petits États insulaires en développement – particulièrement exposés aux effets du changement climatique et dépendants de la santé des ressources marines – soulignent l'importance de s'interroger sur la manière dont le Tribunal peut accompagner ces évolutions. Se posent également des questions relatives à la coordination entre le TIDM, les autres juridictions internationales et les organisations compétentes dans le domaine maritime.

4. Trente ans après son entrée en fonction, l'analyse de l'activité du TIDM permet d'identifier plusieurs axes de réflexion :

- La persistance des enjeux classiques liés à la délimitation des espaces maritimes et à la souveraineté sur les ressources naturelles ;
- La question de l'influence croissante des avis consultatifs sur la gouvernance des zones situées au-delà des juridictions nationales ;
- La nécessaire articulation entre le droit de la mer et les autres branches du droit international ;
- L'émergence des questions relatives à la protection de l'environnement et la prise en compte des impacts du changement climatique dans l'évaluation des obligations étatiques.

5. Le numéro 60 de *L'Observateur des Nations Unies* invite les chercheurs et praticiens à proposer des contributions sur le thème : « **Le droit de la mer après trente ans d'existence du Tribunal international du droit de la mer** ». Les contributions pourront adopter une approche juridique *stricto sensu* (droit international public, droit de l'environnement, droit de la mer, droit de l'Union européenne) ou mobiliser des perspectives interdisciplinaires (relations internationales, science politique, approches critiques du droit international, etc.).

6. Quelques suggestions de thèmes susceptibles d'être étudiés à cette occasion (liste non limitative) :

- Le rôle du TIDM dans la délimitation des frontières maritimes et l'interprétation des dispositions relatives aux espaces maritimes.
- L'incidence des avis consultatifs sur la gouvernance des ressources en haute mer.
- Les implications du changement climatique pour l'interprétation et l'application de la CNUDM.
- L'influence du TIDM sur la formation ou l'identification du droit international coutumier relatif à la mer.
- Les enjeux d'équité et de renforcement des capacités pour les États en développement face aux mécanismes de règlement des différends.

- Le rôle du Tribunal dans le contexte de l'accord BBNJ et de la protection de la biodiversité marine.
- Les interactions entre droit de la mer et droits humains : migrants en mer, travailleurs maritimes, etc.
- Les perspectives de réformes institutionnelles ou procédurales du TIDM.
- La prise en compte des objectifs de développement durable dans la jurisprudence du Tribunal.
- La coopération entre organisations internationales compétentes (ONU, OMI, FAO, Autorité internationale des fonds marins).

7. Le débat doctrinal demeurant ouvert, les auteurs sont invités à proposer des analyses argumentées, qu'elles mettent en lumière les apports du TIDM, les limites du système actuel ou encore les perspectives de développement du droit de la mer.

Nous vous invitons à soumettre vos propositions de contribution **avant le 19 janvier 2026** à l'adresse suivante : **obsnu60@gmail.com**. Tout document devra être envoyé sous format *.doc* et faire deux pages maximum. Les auteurs seront recontactés au plus tard le 2 février 2026, après la sélection des contributions par le comité scientifique de la revue.

Les travaux, en version française ou anglaise (entre 10 000 et 14 000 mots, comprenant les notes de bas de page), devront être remis à l'adresse électronique précitée le **3 avril 2026** au plus tard.

À la suite des retours du comité de rédaction, des corrections pourront être demandées. La publication du numéro est prévue pour la **fin du mois d'août 2026**.

Maxiane MONTEUX
Responsable du volume
Doctorante contractuelle à Aix-Marseille Université
(UMR DICE 7318, CERIC)



**ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LES NATIONS UNIES**
Aix-en-Provence

Call for papers

L'OBSERVATEUR DES NATIONS UNIES n° 60 (2026-1)

The Law of the Sea after Thirty Years of the International Tribunal for the Law of the Sea.

1. Inaugurated on 1 October 1996 in Hamburg, the International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS) marked a decisive step in the institutional implementation of the regime created by the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS). As an independent judicial body established by Annex VI of the Convention, the Tribunal is composed of 21 judges elected for nine-year terms¹. It has jurisdiction over disputes concerning the interpretation or application of UNCLOS and of any related agreement². Since its creation, ITLOS has provided a specialised forum for the peaceful settlement of law-of-the-sea disputes.
2. Over the past three decades, the Tribunal has handled around thirty cases — contentious proceedings, requests for provisional measures, and three advisory opinions³. These opinions have clarified the scope of several UNCLOS obligations, notably due diligence, international cooperation and marine environmental protection. Yet, the rapid evolution of practice and the emergence of new issues — such as the exploitation of marine genetic resources, growing ecosystem pressures, the interplay between the law of the sea and climate change, as well as the multiplication of fisheries-related disputes — raise questions about the adaptability of the conventional framework and the coordination among its various dispute-settlement mechanisms (ITLOS, the International Court of Justice and arbitral tribunals).

¹ United Nations Convention on the Law of the Sea, 10 December 1982, Annex VI, Statute of the International Tribunal for the Law of the Sea, art. 2 and art. 4.

² *Ibid.*, art. 21.

³ *Responsibilities and obligations of States with respect to activities in the Area*, Advisory Opinion, 1 February 2011, ITLOS Reports 2011, p. 10 ; *Request for Advisory Opinion submitted by the Sub-Regional Fisheries Commission (SRFC)*, Advisory Opinion, 2 April 2015, ITLOS Reports 2015, p. 4 ; and *Request for an Advisory Opinion submitted by the Commission of Small Island States on Climate Change and International Law*, Advisory Opinion, 21 May 2024, ITLOS Reports 2024 (forthcoming).

3. In a context marked by geopolitical reconfigurations, the diversification of legal regimes applicable to maritime spaces and the adoption in 2023 of the BBNJ Agreement, ITLOS's role in global ocean governance is once again subject to debate. Environmental concerns, rising expectations of sustainability and the claims of small island developing States – particularly vulnerable to climate change and reliant on marine resources — highlight the need to assess how the Tribunal can respond to these developments. Questions also persist regarding coordination between ITLOS, other international courts and tribunals, and competent maritime organisations.

4. Thirty years after it began operating, an analysis of ITLOS's activities provides insight into several lines of inquiry:

- The persistence of longstanding issues, such as maritime delimitation and sovereignty over natural resources ;
- The question of the growing influence of advisory opinions on the governance of areas beyond national jurisdiction ;
- The need for coordination between the law of the sea and other branches of international law ;
- The emergence of questions relating to environmental protection and the consideration of climate-related impacts in assessing States' obligations.

5. Issue 60 of *L'Observateur des Nations Unies* invites scholars and practitioners to submit contributions on the theme: **“The Law of the Sea after Thirty Years of the International Tribunal for the Law of the Sea.”** Contributions may adopt a strictly legal perspective (public international law, environmental law, Law of the Sea, European Union law) or draw on interdisciplinary approaches (international relations, political science, critical legal studies, etc.).

6. A non-exhaustive list of potential topics includes:

- ITLOS's role in maritime boundary delimitation and in the interpretation of provisions governing maritime zones;
- The impact of advisory opinions on the governance of high seas resources;
- The implications of climate change for the interpretation and application of UNCLOS;
- The Tribunal's contribution to the identification of customary international law of the sea;
- Issues of equity and capacity-building for developing States regarding dispute settlement mechanisms;
- The Tribunal's role in the context of the BBNJ Agreement and the protection of marine biodiversity;
- Interactions between the law of the sea and human rights including issues concerning migrants at sea and maritime workers;
- Prospects for institutional or procedural reform of ITLOS;

- The consideration of the Sustainable Development Goals in the Tribunal's jurisprudence;
- Cooperation among competent international organisations (UN, IMO, FAO, International Seabed Authority).

7. As the scholarly debate remains open, authors are invited to submit well-argued contributions, whether they emphasise the achievements of ITLOS, identify shortcomings in the current system or explore avenues for the future development of the law of the sea.

Paper proposals (maximum two pages, *.doc* format) should be sent by **19 January 2026**, to: **obsnu60@gmail.com**. Authors will be notified by 2 February 2026 following the selection by the journal's scientific committee.

Completed articles, in French or English (10,000 to 14,000 words including footnotes), must be submitted to the same address by **3 April 2026**.

Revisions may be requested based on feedback from the editorial board. Publication of the issue is scheduled for late August 2026.

Maxiane MONTEUX
Volume Editor
PhD candidate at Aix-Marseille Université
(UMR DICE 7318, CERIC)